

Lundi 1^{er} avril 2024

Quand le gouvernement crie haro sur les chômeurs

Sous prétexte de déficit de l'État, suite à la multiplication des subventions au patronat et au gonflement du budget militaire, Gabriel Attal vient d'annoncer la guerre aux chômeurs. Au programme : réduction de la durée d'indemnisation du chômage, allongement de la durée de la période travaillée pour avoir droit aux allocations, baisse du montant de celles-ci. Attal confond volontairement le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale ! Mais son seul but est une nouvelle attaque contre les plus précaires d'entre nous, en espérant qu'il leur sera plus difficile de réagir. En attaquant les plus précaires, le gouvernement cherche à faire pression sur tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi, pour augmenter toujours plus leur exploitation.

Le projet est de réduire de 18 à 12 mois la durée de l'indemnisation ; elle avait déjà été réduite de 24 mois à 18 en février 2023. S'y ajouterait l'augmentation du nombre de mois travaillés pour ouvrir droit à une allocation : il avait déjà été porté à six mois de travail sur deux ans, il s'agirait d'en demander huit. Le montant des allocations serait diminué, en changeant son mode de calcul et les rendant fortement dégressives : avec les réformes précédentes elles ont déjà baissé en moyenne de 16 % (et jusqu'à 50 % pour une partie des chômeurs). Et seuls 36 % des demandeurs d'emplois inscrits touchent une allocation.

Car on en est déjà à la troisième réforme sous Emmanuel Macron. Lors de la dernière, de février 2023, Macron avait annoncé que si on réduisait les allocations chômage c'était parce qu'il y avait plus d'offres d'embauche, que les chômeurs n'avaient qu'à accepter, mais qu'on pourrait assouplir les règles si le taux de chômage augmentait.

Aujourd'hui il dit le contraire : c'est parce que le chômage augmente qu'il faut obliger les chômeurs à travailler pour une bouchée de pain. On a bien déjà imposé au bénéficiaire du RSA des heures de boulot quasi gratuit. C'est déjà à 6,7 milliards par an que sont chiffrées les économies que les réformes précédentes permettent. Et on en voudrait plus. Sur le dos des chômeurs et sur le dos des salariés tout court, puisqu'il s'agit de faire accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix.

Et c'est aussi aux malades que le gouvernement veut s'en prendre en parlant d'augmenter le nombre de jours de carence en début d'arrêt maladie.

Car cette réforme de l'assurance chômage s'inscrit dans la guerre sociale que mène le gouvernement : c'est aussi sur les budgets de l'école et des hôpitaux que Bruno Le Maire a annoncé qu'il entendait récupérer les 10 ou 18 milliards qui lui manqueraient. Déjà c'est dans les réserves que lui fournissent les livrets de caisse d'épargne (les économies mises de côté par les petites gens), jusque-là en grande partie destinées à financer la construction de logements sociaux, qu'on va puiser pour financer les faramineuses commandes aux marchands de canon. Une annonce d'autant plus révoltante que cette semaine, avec la fin de la trêve hivernale, vont reprendre les expulsions des locataires qui n'ont pas pu payer leur loyer, qu'il y a 330 000 sans-abris, 2,4 millions de demandes de HLM en attente.

Pour leur faire ravalier ces projets, il faudra s'y mettre toutes et tous ensemble. Dans différents secteurs, les réactions se multiplient : enseignants, contre ce « choc des savoirs » qui veut organiser le tri social des élèves et aggraver les conditions d'enseignement dans les collèges et lycées des quartiers populaires. Mais aussi dans d'autres secteurs sur les salaires, comme les débrayages vendredi dernier de plus de 3 000 salariés dans quelque 150 grandes surfaces Auchan, applaudis par les clients qui les voyaient défiler avec pancartes dans les allées.

Des réactions pour l'instant en ordre dispersé, mais qui ne demandent qu'à devenir mouvement d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive générale du patronat et du gouvernement contre nous.

Ralentir, oui, finir à la casse, non !

La direction a annoncé qu'il y aurait un passage de 40 à 30 véhicules par heure entre mai et septembre. Cela correspond à 25 % de production en moins pour le site. Pour elle, il va y avoir encore un sureffectif supplémentaire de 100 CDI et CDD. Elle s'est fixé comme objectif d'inciter les CDI à partir en mission sur d'autres sites PSA ou d'être prêtés à d'autres entreprises... et de se débarrasser des 80 derniers intérimaires qui restent dans l'usine.

Baisser la cadence, oui, mais que l'on soit CDI, CDD, intérimaires pas question de se faire balader ailleurs contre notre volonté, ou de se faire virer.

L'obsession du vide, c'est une maladie

Le passage de 40 à 30 véhicules par heure, va entraîner la suppression de dizaines de postes d'ouvriers dans l'usine. Les team leaders, PSP et maintenanciers verront aussi leurs effectifs baisser.

Par exemple, au Montage, Habillage Caisse et Planche de Bord, elle veut supprimer près de 12 postes (24 ouvriers concernés). Il va falloir que nous nous organisions pour refuser toutes ces attaques.

Pour nous le seul sureffectif, ce sont les grands chefs qui passent leur temps à réfléchir pour vider l'usine.

Stop publicité !

La direction rend obligatoire une réunion d'information pour devenir camionneur. Elle envoie des courriers de recrutement au domicile. On a même droit à des prospectus mettant l'accent sur le salaire des camionneurs... On dirait des techniques de vendeurs d'aspirateurs ou d'un magasin à fausses soldes. Que la direction insiste rend tout ça très suspect. On a déjà un travail, et c'est plus prudent de le garder, et de le défendre, au lieu d'aller partir vers un avenir incertain.

On ne veut de problème de livraison... de notre salaire

La semaine de 2 jours et le week-end de 6 jours, ça nous va bien. Mais on n'est pas responsable des livraisons de pièces, donc exigeons d'être payés à 100 %. Déjà, la direction va nous prélever de l'argent ce mois-ci suite à la remise à jour des compteurs. On ne veut pas se retrouver encore plus à sec que d'habitude.

Un coup de sonde non concluant

Ces derniers jours, un sondage avec le logo Stellantis a tourné au Ferrage et en Peinture, il proposait de changer les horaires de l'équipe du matin permanent : 6h, 6h09 ou carrément 6h30 pour finir à 14h21.

Il y a avait une mention qui précisait que les horaires des cars ne seraient pas changés. Arriver à 4h45 pour commencer à travailler près de deux heures après, à 6h30 : non merci ! Les réactions ont été vives parmi certains salariés.

Finalement celle-ci a déclaré qu'elle n'était pas à l'origine du sondage... on n'est pas obligé de la croire.

Serial killer de postes

Avant même le passage de 40 à 30 véhicules par heure, la direction parle dès aujourd'hui de 75 salariés en trop sur le site (40 ouvriers de chaîne et 35 professionnels). Elle veut supprimer beaucoup de postes de caristes au Montage, et avec l'installation de robots, des postes aux Portes au Ferrage, au Pas 23 et aux Cordons en Peinture. Poursuivre la suspension de la ligne 90 à l'Emboutissage avec mutations à la clé, etc.

Elle est aussi pour augmenter les mutations forcées au Montage. Il est urgent qu'on l'arrête.

Pour une solidarité internationale contre nos patrons

La direction de Stellantis a indiqué qu'il y avait un sureffectif de 3 597 emplois sur 42 700 chez Fiat en Italie : 1 560 à Mirafiori-Turin, 850 à Cassino, 500 à Melfi, 424 à Pomigliano... Dans l'immédiat elle veut supprimer 2 500 emplois en Italie. Aux USA, 400 emplois vont être supprimés chez les cadres.

Les attaques contre nos emplois n'ont pas lieu qu'en France, le patron est à l'offensive au niveau mondial. À nous, les salariés de nous coordonner pour défendre tous ensemble nos emplois et nos salaires, quelles que soient nos nationalités.

Mensonge en boucle

Renault Flins, après 72 ans de production de véhicule, la dernière voiture est sortie des chaînes vendredi dernier. Le patron affirme qu'il y a un avenir pour le site avec le reconditionnement appelé « économie circulaire ». Ce qui circule surtout c'est le baratin du patron, tous les médias le reprennent sans critique. Le patron de Renault n'est pas là pour sauver des emplois, il en a supprimé récemment 1 500 à Renault Flins. Son but est de les casser et se faire de l'argent au passage.

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024

**POUR UN MONDE
SANS PATRONS
NI FRONTIÈRES**

**URGENCE
RÉVOLUTION!**

TÊTES DE LISTE DU NPA :

SELMA LABIB
CONDUCTRICE DE BUS

GAËL QUIRANTE
POSTIER

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Le NPA-Révolutionnaires sera candidat aux élections européennes de juin 2024.
Contre les patrons, contre l'extrême-droite, pour un parti qui organise et défend les travailleurs !